JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement						ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	1 an		6 mois		3 mois		
	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	
Togo.....	6 000	—	3 300	—	1 725	—	Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à l'EDITION BP 891 — Tél. 21-37-18 — Fax (228) 21 61 07 LOME. Les abonnements et annonces sont payables d'avances
France; Afrique.....	—	8 400	—	4 620	—	2 415	
Autres pays.....	—	12 000	—	6 600	—	3 450	

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TEL : 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

1998

Décisions portant non imputabilités, radiations, exclusions, réintégrations, rectification de nom, secours après décès, attribution 150

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

1998

Arrêtés portant reconnaissance de la désignation coutumière des chefs de village 151

MINISTERE DES FINANCES ET DES PRIVATISATIONS

1998

4 mars — Arrêté n° 23/MFP/SECFB/DGTCP portant nomination de payeur 152

4 mars — Arrêté n° 24/MFP/SECFB/DGTCP portant nomination de caissiers secondaires de la recette-perception du Golfe 152

4 mars — Décision n° 143 MFP/SECFB/DGICP portant nomination d'un régisseur 152

11 mars — Décision n° 147/MFP/SECFB/DGICP accordant indemnité de Premier Equipement 152

12 mars — Décision n° 148/MEF/DF/DCO autorisant virement d'une somme au profit du Ministre de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Artisanat 152

MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

1998

4 mars — Arrêté n° 2/MPDE/Cab portant création, attribution et composition d'un comité de pilotage 152

MINISTERE DE LA SANTE

1998

3 mars — Arrêté interministériel n° 22/MS/MFP portant approbation du Budget autonome du Centre Hospitalier & Universitaire-Campus de Lomé, Gestion 1998 153

3 mars — Arrêté n° 23/MS portant additif à l'Arrêté n° 16/98/MS du 13 février 1998 portant nomination des membres du Conseil d'Administration du CHU-Campus 153

DIVERS

CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

1998

12 mars — Arrêté n° 25/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu GALLEY Koffi Setsofia 154

12 mars — Arrêté n° 26/MEF/CR portant renouvellement de secours temporaire à M. BEKLEY Kpatcha 154

13 mars — Arrêté n° 27/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu DZOTSI Komla Nomesi 154

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décision n° 95/MDN du 5/3/98 — Le décès du gendarme adjoint SAMBIANI Yentchabré n° mle 2372 de la Gendarmerie nationale, en date du 6 août 1997 à Sokodé, n'est pas imputable au service.

Décision n° 96/MDN du 5/3/98 — Le décès du gendarme adjoint BONFOH Gbati n° mle 2118 de la Gendarmerie nationale, en date du 18 mars 1997 à Kabou (Bassar) des suites d'une courte maladie, n'est pas imputable au service.

Décision n° 97/MDN du 5/3/98 — Le soldat de 1^{re} classe GOTAROUGOUA Gnalougou, n° mle 10553 du 1^{er} régiment d'infanterie, décédé le 20 février 1998 au Centre Hospitalier Universitaire de Lomé des suites d'une longue maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 21 février 1998.

Décision n° 98/MDN du 5/3/98 — Le décès du sergent AKPAGNAYOU Essowè, n° mle 6347 du régiment parachutiste commando à Kara, en date du 13 octobre 1997 au Centre Hospitalier Régional de Kara des suites d'un accident de circulation, est imputable au service.

Décision n° 99/MDN du 5/3/98 — Le décès du sergent KADJA Agaté, n° mle 9468 du régiment de soutien et d'appui, en date du 12 octobre 1997 au pavillon militaire des suites d'un accident de circulation, n'est pas imputable au service.

Décision n° 100/MDN du 5/2/98 — Le décès du soldat de 1^{re} classe ISSIFOU Abdoulaye, n° mle 5203 de la force d'intervention rapide, en date du 24 juillet 1997 à Agoényivé des suites d'une longue maladie, n'est pas imputable au service.

Décision n° 101/MDN du 5/3/98 — Le décès du maréchal des logis-chef AKARA Yao, n° mle 1295 de la Gendarmerie nationale, en date du 6 août 1997 au Centre Hospitalier Universitaire de Lomé des suites d'une maladie, n'est pas imputable au service.

Décision n° 102/MDN du 5/3/98 — Le gendarme adjoint ALITI Houzoutétou, n° mle 1593 de la Gendarmerie nationale, est exclu pour six (6) mois sans solde des Forces Armées Togolaises pour compter du 1^{er} mars 1998.

Décision n° 103/MDN du 5/3/98 — Le gendarme adjoint AKAKPO Kossi, n° mle 2495 de la Gendarmerie nationale, est exclu pour six (6) mois sans solde des Forces Armées Togolaises pour compter du 1^{er} mars 1998.

Décision n° 104/MDN du 5/3/98 — Le caporal BAGNIA Agnilo Harimda, n° mle 6049 du régiment de soutien et d'appui à Lomé, précédemment exclu pour trois (3) mois sans solde, est réintégré dans les Forces Armées Togolaises pour compter du 1^{er} mars 1998.

Décision n° 105/MDN du 5/3/98 — Le décès du gendarme adjoint AGAO Komi, n° mle 1586 de la Gendarmerie nationale, en date du 26 octobre 1997 au Centre Hospitalier Régional de Kara des suites d'une longue maladie, n'est pas imputable au service.

Décision n° 106/MDN du 5/3/98 — Le décès du gendarme adjoint MAMA-KAO Poyodi, n° mle 2020 de la Gendarmerie nationale, en date du 6 octobre 1997 au Centre Hospitalier Universitaire de Lomé des suites d'un accident de circulation, est imputable au service.

Décision n° 107/MDN du 5/3/98 — Le soldat de 1^{re} classe NAWOUN Lantam, n° mle 10644 du 1^{er} régiment d'infanterie, décédé le 16 février 1998 au Centre Hospitalier Universitaire de Lomé des suites d'une longue maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 17 février 1998.

Décision n° 108/MDN du 5/3/98 — Le soldat de 1^{re} classe WAYOUGMA Komna, n° mle 8577 de la force d'intervention rapide à Lomé, décédé le 17 février 1998 à Bassar des suites d'une longue maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 18 février 1998.

Décision n° 109/MDN du 5/3/98 — Le soldat de 1^{re} classe TAKPALE Toyi, n° mle 10240 du régiment parachutiste commando à Kara, décédé le 4 février 1998 au Centre Hospitalier Régional de Sokodé des suites d'une longue maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 5 février 1998.

Décision n° 110/MDN du 5/3/98 — Le soldat de 1^{re} classe SALIFOU Alassan, n° mle 11890 du 1^{er} régiment d'infanterie à Lomé, est exclu pour trois (3) mois sans solde des Forces Armées Togolaises pour compter du 1^{er} mars 1998.

Décision n° 111/MDN du 5/3/98 — Les noms et prénoms des militaires ci-dessous énumérés en service dans les Forces Armées Togolaises, sont rectifiés comme suit :

Au lieu de :

BIDJAKADE Koulou, G/A 1^{re} Cl., n° mle 1161, GN
MANGANEWE Pèssédèma, Cal, n° mle 10622, RPC
KARISSA Mariam Kondi, major, n° mle 1302,
3^{er} RIA

TCHABI Kassétinin, G/A., n° mle 1669, GN
TOUHOUNBA Koussira, 1^{re} Cl., n° mle 8222, 1^{er} R1
PIDJEU K. Dadja, 1^{er} Cl., n° mle 4472, RPC

Lire :

DAO Kouloun
MAGANAWE Pèssètèma
KARISSA Kondi
CHABI Kassétinin
TOUHOUNBA Agnirma Koussira
PIDJEU Dadja.

Décision n° 112/MDN du 5/3/98 — Le soldat de 1^{re} classe KONDJANRE Sassanlia, n° mle 10093 du régiment de soutien et d'appui à Lomé, décédé le 27 décembre 1997 à Liek dans la préfecture de Tandjoaré des suites d'une maladie est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 28 décembre 1997.

Décision n° 113/MDN du 9/3/98 — Le décès du gendarme adjoint de 1^{re} classe PAKA Amou, n° mle 2342 de la Gendarmerie nationale, en date du 30 août 1997 par suicide à Avépozo, n'est pas imputable au service.

Décision n° 114/MDN du 9/3/98 — Le décès du caporal N'DJAKOUNI Blighni, n° mle 10647 du régiment de soutien et d'appui, en date du 14 mai 1997 des suites d'un accident, est imputable au service.

Décision n° 115/MDN du 9/3/98 — Le décès du sergent BOY Kandjié, n° mle 7918 de la Musique principale des Forces Armées Togolaises, en date du 9 octobre 1997 au pavillon militaire, n'est pas imputable au service.

Décision n° 116/MDN du 9/3/98 — Le caporal KOU-TANA Koffi, n° mle 11014 et le soldat de 1^{re} classe BEYELI Baniza, n° mle 11324 du 2^e régiment d'infanterie à Lomé, sont exclus pour quatre (4) mois sans solde des Forces Armées Togolaises pour compter du 1^{er} avril 1998.

Décision n° 117/MDN du 9/3/98 — Le décès du maréchal des logis AZIABLE Kougbadji Koffi, n° mle 1476 de la Gendarmerie nationale, en date du 12 mai 1997 au Centre Hospitalier Régional de Tsévié, n'est pas imputable au service.

Décision n° 118/MDN du 11/3/98 — Un secours après décès de deux cent cinquante un mille six cent cinquante deux (251.652) francs équivalant à six mois de solde brute indice 480 majorée de l'indemnité de sujétion est accordé aux orphelins du soldat de 1^{re} classe YERIMA Mousbaou décédé le 21 octobre 1996.

Le montant de ce secours sera payé par bon de caisse au tuteur des orphelins M. YERIMA Mahamadou en retraite à Adidogomé.

Décision n° 119/MDN du 11/3/98 — Un secours après décès de deux cent trente neuf mille six cent soixante quatre (239.664) francs équivalant à six mois de solde brute indice 480 majorée de l'indemnité de sujétion est accordé aux orphelins du soldat de 1^{re} classe SIMFEITANG Tédi décédé le 13 février 1993.

Le montant de ce secours sera payé par bon de caisse au tuteur des orphelins M. TANOGA Salifou, cultivateur à Founougou-Koka (Doufelgou).

Décision n° 123/MDN du 11/3/98 — Conformément à la décision ci-dessus mentionnée, le général de division BONFOH I. Z. Bassabi, portant admission à la retraite d'ancienneté d'un officier général des Forces Armées Togolaises, percevra les émoluments correspondant à son grade à compter du 1^{er} janvier 1998.

— Soit général de division indice 4.000.

Décision n° 124/MDN du 11/3/98 — Le soldat de 1^{re} classe TOULASSI Yao, n° mle 12048 du C.T.R., décédé le 15 décembre 1996 au cours du stage C.A.G., est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 16 décembre 1996.

MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

Reconnaissance de la désignation de chefs de village

Arrêté n° 66/MIS du 6/3/98 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. BAWA Adam Tchédre en qualité de chef de village de Bola (préfecture d'Assoli).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 67/MIS du 6/3/98 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. OURO-GNAO Saïbou en qualité de chef de village d'Alédjo-Bas (préfecture d'Assoli).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 68/MIS du 6/3/98 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. OURO-ODJOW Fousséni en qualité de chef de village d'Alédjo-Kadara (préfecture d'Assoli).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 69/MIS du 6/3/98 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. OURO-GNAO Adjagba Alassane en qualité de chef de village de Kadjaloua (préfecture d'Assoli).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 71/MIS du 9/3/98 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. AMEKONUWO Komi sous le nom de Togbui AMEKONUWO Komi HLO 1^{er} en qualité de chef de village de Kpélé-Dafo dans le canton de Kpélé-Gbalédzé (préfecture de Kloto).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 72 MIS du 16/3/98 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. MAYABA Tchilabalo en qualité de chef de village de Mèwèdè dans le canton de Tchébèbé (préfecture de Sotouboua).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

MINISTERE DES FINANCES ET DES PRIVATISATIONS

Arrêté n° 23 MFP/SECFB/DGTCP du 4/3/98 — M. AWUYE Kwami, n° mle 032107-M, secrétaire d'administration, en service à la direction générale du trésor et de la comptabilité publique est nommé payeur (attaché financier) auprès de l'ambassade du Togo à Ottawa, République du Canada en remplacement de M. AHIATSI Sam Kodjovi-soe.

Les dispositions du décret n° 67-129 du 22 juin 1967 définissant les positions et fixant le régime de rémunération des personnels des représentations diplomatiques tel que modifié et complété par décret n° 79-293 du 27 décembre 1979, sont intégralement applicables à l'intéressé.

Le traitement de grade de M. AWUYE sera supporté par le budget général, section 210, chapitre 28.

Le directeur général du trésor et de la comptabilité publique est chargé de l'application du présent arrêté.

Arrêté n° 24/MFP/SECFB/DGTCP du 4/3/98 — Sont nommés caissiers secondaires de la recette-perception du Golfe :

- M. AGAMA Toyi, n° mle 009951-H, agent permanent
- M. KOBANA Kodjo, n° mle 013031-Z, adjoint administratif
- M. AMEGAN Kossi Anani, n° mle 031755-D, comptable mécanographe.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 143/MFP/SECFB/DGTCP du 4/3/98 — Est et demeure rapporté la décision n° 2381/MEF-T du 21 octobre 1981 portant nomination de M. KETY Kwami, régisseur de la caisse d'avance de l'Ecole Nationale d'Administration.

Mme TOSSOU Nouwodogbé, épouse MAVOUNGOU, n° mle 028068-E, adjoint administratif, est nommée régisseur de la caisse d'avance de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) en remplacement de M. KETY Kwami.

Mme TOSSOU Nouwodogbé devra justifier dans les normes réglementaires, l'utilisation de l'avance mise à sa disposition.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 147/MFP/SECFB/DGTCP du 11/3/98 — Il est alloué une indemnité de premier équipement de deux cent mille (200.000) francs CFA à M. AWUYE Kwami, nommé payeur auprès de l'ambassade du Togo à Ottawa, République du Canada.

Les dépenses sont imputables au budget général, section 230, chapitre 61, article 00, paragraphe 29, ligne 99 — gestion 1998.

Décision n° 148/MEF/DF/DCO du 12/3/98 — Il est mis à la disposition du ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat, président du comité de gestion du FNAFPP, faisant appel de fonds un crédit de deux cent soixante dix neuf millions (279.000.000) de francs CFA.

Cette somme sera mandatée et virée sur le compte n° 100 2698 01 012 ouvert à l'ECOBANK « FNAFPP Principal ».

La dépense est imputable sur le compte hors budget n° 902-14 (Fonds National d'Apprentissage, de Formation et de Perfectionnement Professionnels « FNAFPP »).

MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Arrêté n° 002/MPDE/Cab du 4 mars 1998 portant création, attributions et composition d'un comité de pilotage.

LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ;

Vu la Constitution de la République togolaise du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 96-97/PR du 27 août 1996 portant composition du gouvernement ;

Vu la convention de financement n° 96015200/CD/97 du 17 juillet 1997 entre les gouvernements français et togolais ;

Considérant les nécessités du service ;

ARRETE :

Article premier — Il est créé dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Intégration Urbaine et Coopération de Proximité » un Comité de pilotage.

Art. 2 — Le Comité de pilotage a pour mission de :

- prendre connaissance de l'état d'avancement technique du projet dans ses différentes composantes,
- recevoir les conclusions des travaux du comité technique,
- prendre acte des réalisations effectuées et se prononcer sur les éventuelles réorientations qui lui seraient proposées,
- intervenir auprès des responsables politiques des différentes administrations concernées pour faire prendre les décisions indispensables à la bonne exécution du projet,
- servir de rencontre où chaque partie concernée peut formuler ses attentes vis-à-vis du projet.

Art. 3 — Le Comité de pilotage est composé de façon paritaire comme suit :

* pour la partie togolaise :

- le secrétaire d'Etat, chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire,
- le directeur général du trésor et de la comptabilité publique,
- le directeur des collectivités locales,
- le directeur de la Décentralisation,
 - le directeur général de l'Urbanisme et de l'Habitat,
- le président de l'Association des Maires du Togo ;

* pour la partie française :

- le chef de la Mission française d'Aide et de Coopération,
- le conseiller économique, financier et institutionnel,
- le conseiller en santé et développement social,
- le conseiller culturel,
- l'assistant économique,
- le représentant de la Caisse Française de Développement.

Art. 4 — Le Comité de pilotage est coprésidé par le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Planification et du Développement Economique chargé de l'Aménagement du Territoire et par le chef de la Mission française de la Coopération et d'Action Culturelle au Togo.

Art. 5 — Le secrétariat du Comité de pilotage est assuré par la direction de la Planification régionale et de l'Aménagement du Territoire, assisté dans cette tâche par l'assistant technique, chef de projet.

Art. 6 — Les décisions du Comité de pilotage font l'objet d'un compte rendu.

Art. 7 — Le directeur de la Planification régionale et de l'Aménagement du territoire est chargé de l'exécution du

présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 4 mars 1998
 Le Ministre de la Planification
 et du Développement Economique
Kwassi KLUTSE

Arrêté Interministériel n° 022/98/MS/MFP du 3 mars 1998 portant approbation du budget autonome du Centre Hospitalier & Universitaire-Campus de Lomé, gestion 1998.

LE MINISTRE DE LA SANTE,
 LE MINISTRÉ D'ETAT, CHARGE DES
 FINANCES ET DES PRIVATISATIONS,

Vu la loi n° 60-25 d'août 1960 portant organisation des établissements hospitaliers de la République togolaise ;

Vu la loi n° 98-001/PR du 21 janvier 1998 portant loi de finances pour la gestion 1998 ;

Vu le décret n° 87-47/PR du 14 mai 1987 portant création du Centre Hospitalier et Universitaire-Campus de Lomé ;

Vu le décret n° 87-48/PR du 14 mai 1987 portant organisation du Centre Hospitalier et Universitaire-Campus de Lomé ;

Vu le décret n° 89-121/PR du 1^{er} août 1989 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 90-191/PR du 26 décembre 1990 relatif à l'organisation des établissements hospitaliers de la République togolaise ;

Vu le décret n° 98-035/PR du 18 février 1998 portant restructuration du gouvernement de la République togolaise ;

Vu l'article 16 du règlement intérieur du CHU-Campus de Lomé ;

Vu la délibération en date du 24 février 1998 du conseil d'administration du CHU-Campus de Lomé ;

ARRETEMENT :

Article premier — Le budget autonome du Centre Hospitalier et Universitaire-Campus de Lomé, gestion 1998, est approuvé en recettes et en dépenses à la somme de huit cent treize millions cinq cent mille (813.500.000) francs.

Art. 2 — Le président du conseil d'administration, le directeur du CHU-Campus de Lomé et les chefs des services techniques et financiers du ministère des Finances et des Privatizations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 3 mars 1998
 LE MINISTRE DE LA SANTE
Koffi SAMA

LE MINISTRE D'ETAT, CHARGE DES
 FINANCES ET DES PRIVATISATIONS
B. M. BARQUE

Arrêté n° 23/MS du 3/3/98 — Est nommé pour siéger au sein du conseil d'administration du Centre Hospitalier Universitaire-Campus de Lomé :

Membre avec voix consultative

— M. ATEKESSIM Aniboton, agent comptable du CHU-Campus de Lomé.

Les membres du conseil d'administration sont nommés pour une période de trois (3) ans.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

CAISSE DE RETRAITES DU TOGO**Concession de pensions de retraites, de veuves et d'orphelins**

Arrêté n° 25/MEF/CR du 12/3/98 — Une pension de veuve (pourcentage 28 % indice 750) au montant annuel de soixante quinze mille quatre cent quatre vingt deux (75.482) francs pour compter du 1^{er} février 1981, de soixante dix neuf mille deux cent cinquante six (79.256) francs pour compter du 1^{er} janvier 1982, de quatre vingt trois mille deux cent dix huit (83.218) francs pour compter du 1^{er} janvier 1987, de quatre vingt sept mille trois cent quatre vingts (87.380) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve GALLEY Adakou, née KUEVI, épouse de feu GALLEY Koffi Setsofia, agent d'assiette de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel des contributions directes, décédé le 6 janvier 1981.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelins à chacun des enfants ci-après désignés :

Adjovi Novinyo, née le 4 octobre 1963
Komi Lolonyo, né le 23 décembre 1967.

Le montant annuel de ladite pension est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs en application des dispositions de l'article 23, paragraphe III de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats obtenus par les calculs effectués sur la base du paragraphe I du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. GALLEY Komi Gadzito, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 26/MEF/CR du 12/3/98 — Est renouvelé pour compter du 1^{er} juin 1995 jusqu'à février 1997 le secours temporaire accordé par arrêté n° 296/MEF/FR du 8 septembre 1977 aux orphelins de feu BEKLEY Kpatcha, employé de bureau permanent, décédé le 5 octobre 1976.

Le montant annuel dudit secours fixé à cent mille (100.000) francs payable par trimestre et à terme échu, sera mandaté au nom de M. PALANGA Esso, administrateur des biens, chargé de la tutelle des orphelins de feu BEKLEY Kpatcha.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo, section 219, chapitre 95, article 21, paragraphe 45, ligne budgétaire 01, gestion 1998.

Arrêté n° 27/MEF/CR du 13/3/98 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve DZOTSI Akuwa Nuade, née AMETI ZOZO

Mme veuve DZOTSI Akossiwa Séméké, née ADA-BRA

épouses de feu DZOTSI Komla Nomesi, conseiller d'action culturelle de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement (indice 1.600, pourcentage 21 %), décédé en activité le 29 décembre 1990, une pension de veuve au montant annuel de soixante neuf mille neuf cent trois (69.903) francs pour compter du 31 août 1992, neuf cent soixante deux (27.962) francs pour compter du 31 août 1992 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Agbessi Kofi, né le 30 novembre 1973
Kofi Kuma Adzédoda, né le 7 janvier 1977
Afi Azoko, née le 29 septembre 1978
Koffitsè Elom, né le 2 mai 1986
Komlavi Nomessi, né le 3 avril 1990.

Cette pension est augmentée de celle octroyée sur les fonds de la Caisse de Sécurité Sociale fixée à douze mille quatre cent huit (12.408) francs pour compter du 1^{er} août 1995 à chacun des orphelins mineurs ci-dessous désignés.

Par application des dispositions de l'article 11 de l'arrêté n° 551/MJFPT/MFE du 9 juin 1977, la Caisse de Retraites du Togo assure le payement de la pension au titre des deux régimes et se fait rembourser par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale la quote-part qui revient à cette dernière.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve DZOTSI Akuwa Nuadé, née AMETI ZOZO, tutrice des orphelins suivants :

Agbessi Kofi, né le 30 novembre 1973
Kofi Kuma Adzédoda, né le 7 janvier 1977

Mme veuve DZOTSI Akossiwa Séméké, née ADA-BRA au titre de ses enfants suivants :

Afi Azoko, née le 29 septembre 1978
Kofitsè Elom, né le 2 mai 1986
Komlavi Nomessi, né le 3 avril 1990.